

Arrêté ministériel portant nomination des membres de la section «sciences politiques et sociales» de la Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers

A.M. 21-10-2015

M.B. 07-12-2015

Vu le décret de la Communauté française du 7 novembre 2013 définissant le paysage de l'enseignement supérieur et l'organisation académique des études, les articles 92 alinéas 2, 4 et 93;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques, l'article 4;

Vu les propositions émanant des autorités compétentes de l'Université de Liège, de l'Université catholique de Louvain, de l'Université libre de Bruxelles, de l'Université de Mons et de l'Université Saint-Louis - Bruxelles,

Arrête :

Article 1^{er}. - Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par section de la Commission d'équivalence, la section de la Commission d'équivalence visée à l'article 4 de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 août 1996 déterminant les conditions et la procédure d'octroi de l'équivalence des diplômes ou certificats d'études étrangers aux grades académiques.

Article 2. - Sont nommés membres de la section «sciences politiques et sociales» de la Commission d'équivalence :

- M. Sébastien BRUNET, professeur à l'Université de Liège;
- M. Jean-François GUILLAUME, professeur à l'Université de Liège;
- Mme Fabienne LELOUP, professeur à l'Université catholique de Louvain;
- M. Jacques MARQUET, professeur à l'Université catholique de Louvain;
- M. Philippe VIENNE, professeur à l'Université libre de Bruxelles;
- M. François FORET, professeur à l'Université libre de Bruxelles;
- M. Serge DERUETTE, professeur à l'Université de Mons;
- M. Denis DUEZ, professeur à l'Université Saint-Louis - Bruxelles.

Article 3. - L'article 8 de l'arrêté ministériel du 23 novembre 2012 portant nomination des membres des sections de la Commission d'équivalence des diplômes universitaires étrangers est abrogé.

Bruxelles, le 21 octobre 2015.

Pour le Gouvernement de la Communauté française :

Le Ministre de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et des Médias,

J.-C. MARCOURT